

Pauvreté et protection sociale aux XIX^e et XX^e siècles. Des expériences rouennaises aux politiques nationales Yannick Marec. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 404 p.

Michel Dreyfus

Numéro 303, mars 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021551ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021551ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dreyfus, M. (2007). Compte rendu de [*Pauvreté et protection sociale aux XIX^e et XX^e siècles. Des expériences rouennaises aux politiques nationales* Yannick Marec. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 404 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (303), 97–98.
<https://doi.org/10.7202/1021551ar>

mentionnée à une époque où nombre de mutuelles se sont résolues à différencier les offres de prestations ;

- les œuvres sanitaires et sociales, qui ont fait l'objet de la thèse de Charlotte Siney, « La politique médico-sociale de la MGEN, soigner autrement, (1947-1991) » (Paris, 2006).

A sa naissance, la MGEN a hérité de trois sanatoriums. Le recul de la tuberculose l'a amenée à reconverter ces établissements dans la prise en charge des pathologies mentales. La mutuelle a ainsi joué un rôle d'avant-garde dans la promotion de la psychiatrie, ainsi que dans les combats pour l'accouchement sans douleur, le droit à la contraception et le droit à l'avortement.

En 1983, la MGEN connaît le premier déficit de son histoire, et cela en dépit d'un sociétariat captif, puisqu'elle mutualiste environ 94 % des enseignants. Dès lors, elle se trouve confrontée à la crise du système de santé et à la concurrence du secteur commercial des assurances dans un contexte européen qui impose sa réglementation. En 2005, la MGEN affichait 3 258 000 personnes couvertes et 33 établissements ; elle s'appuyait sur un réseau de 9 000 salariés et de 20 000 militants. *A priori* moins vulnérable que nombre de mutuelles, la MGEN n'est pas pour autant à l'abri des menaces qui pèsent sur les logiques solidaires de la protection sociale. En ce sens, cet ouvrage donne à réfléchir autant qu'il apprend.

Patricia Toucas ●

Pauvreté et protection sociale aux XIX^e et XX^e siècles

Des expériences rouennaises aux politiques nationales

Yannick Marec. Rennes,

Presses universitaires de Rennes, 2006, 404 p.

A travers de multiples travaux menés à bien depuis trente ans, Yannick Marec s'est imposé comme un des meilleurs spécialistes de l'histoire sociale des XIX^e et XX^e siècles. Il faut donc se réjouir de la publication, dans ce volume, de nombreux articles dispersés dans diverses revues. Mais il

s'agit bien d'un ouvrage original, dans la mesure où tous ces textes ont été revus, parfois complètement réécrits et toujours remis à jour, notamment sur le plan bibliographique.

A l'heure où la question de la pauvreté et des moyens d'y faire face se posent dans des termes radicalement différents que durant les Trente Glorieuses, cet ouvrage est le bienvenu. Il se concentre sur l'histoire de la grande pauvreté – question également abordée par André Gueslin –, ainsi que sur les différentes formes de protection sociale qui se sont développées de la Révolution française à nos jours. Trop longtemps, on a cru en France qu'en 1945 la Sécurité sociale avait été construite sur une « *tabula rasa* » et qu'il n'existait rien avant elle. Rien ne serait plus inexact qu'une telle vision des choses et l'un des grands mérites de Yannick Marec est de souligner au contraire combien la « protection sociale » – même si le terme n'était pas employé au XIX^e siècle – a des origines bien plus anciennes : son histoire coïncide avec celle de la pauvreté.

La pauvreté de masse est une des grandes conséquences de la révolution industrielle, qui fabrique de toutes pièces, en milieu urbain, un « quart monde » de type nouveau, à partir des décennies 1830-1840. Longtemps l'histoire sociale s'est surtout intéressée aux conséquences les plus spectaculaires de cette pauvreté, en particulier aux révoltes populaires survenues en 1848 ou dans le sillage de la Commune, ainsi qu'aux grèves ouvrières. Yannick Marec traite de la surveillance qui s'exerce sur les indigents et de la répression qui s'exerce en juin 1848 en Seine-Inférieure. Mais cette pauvreté apparaît dans bien d'autres domaines, tels que le logement, l'alimentation, les enfants abandonnés au « Tour » dans les hospices, également étudiés dans l'ouvrage. Il existe des degrés dans cette misère et dans cette pauvreté, comme le montrent les études consacrées au Mont de piété ou aux petits épargnants. Yannick Marec décrit enfin les multiples acteurs qui interviennent, selon des modalités souvent fort différentes, dans le « social » : dames patronnesses, mairies, associations, coopérateurs et mutualistes, sans oublier

l'Etat, dont le rôle ne cesse d'augmenter de la fin du XIX^e jusqu'à la Libération. Ces nombreuses interventions constituent un panorama assez différent de celui qui existe de nos jours sur ces mêmes questions, tout en le rejoignant sur un point essentiel, sa diversité et donc sa complexité. En ce domaine, l'histoire de ces deux siècles ne peut que stimuler notre réflexion.

Je ne puis ici rendre compte de toute la richesse de cette exploration dans ce grand continent de la pauvreté, mais je tiens cependant à souligner une chose : Yannick Marec fait une fois de plus la preuve que l'approche monographique, régionale, est fondamentale pour comprendre une réalité sociale nationale. On ne dira jamais combien ce type d'approche est stimulant pour saisir une question qui dépasse bien évidemment le cadre de la seule Haute-Normandie. A l'heure où l'on

sait que la diminution relative du chômage ne remet guère en cause les situations de grande pauvreté existant dans notre pays, à l'heure où l'on est conscient de la difficulté qu'il y a à résorber cette réalité malheureusement si solidement enracinée, Yannick Marec nous offre des outils qui nous permettent de réfléchir à ces questions. Nous devons le faire de façon distanciée et, sur ce plan, les expériences qui ont été faites par le passé sont de la plus grande utilité. Nous sommes aujourd'hui confrontés à des situations que l'on pensait être en mesure d'éradiquer de façon définitive, à la Libération, lorsque s'est mis en place ce fameux « modèle français » dont on parle tant aujourd'hui : comme on le sait, cette croyance s'est révélée inexacte et il n'existe pas de solution miracle pour faire face à la grande pauvreté.

Michel Dreyfus ●